

Légales

VIE DE SOCIETES

Contacts - Rencontres - Voyance

Emploi

La Dépêche du Midi, journal habilité à publier les annonces légales et judiciaires par arrêté préfectoral, sur les départements 09:11-12-32-31-46-47-65-81-82

Conformément à l'Arrêté du ministère de la culture et du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie du 16 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales et au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012 relatif à l'insertion des annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce dans une base de données numérique centrale ; le tarif est fixé soit au caractère, à 0,187 € HT pour chaque signe ou espace, soit au forfait selon certaines catégories d'annonces.

Contact : evelyne, service Midi Légales, 05.62.11.37.37/04.67.07.69.53

Courriel : midi.legales@groupladepeche.fr

MODIFICATION

AVIS DE MODIFICATION

SYL BD

SAS au capital de 1 000 euros

Siège social : 67, Allées Maurice Sarraut – 31 300 Toulouse

931 592 885 RCS Toulouse

Aux termes de décisions unanimes du 30/05/25, les associés ont transféré le siège social du 18, Boulevard de l'Europe – 31 700 Beauzelle au 67, Allées Maurice Sarraut – 31 300 Toulouse et modifié l'article 4 des statuts.

AVIS PUBLICS

ENQUÊTES PUBLICQUES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
COMMUNE DE SEYSSSES

Modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n° 2025-140 en date du 15 mai 2025, le Maire de Seysses a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

A cet effet, Mr Bernard BOUSQUET, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par Mme la Présidente du tribunal administratif de Toulouse.

L'enquête se déroulera à la mairie de Seysses du **mardi 10 juin 2025, 9h00, au vendredi 11 juillet 2025, 17h00**, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Seysses les lundis et jeudis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30, les mardis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00, les mercredis de 9h00 à 12h30, les vendredis de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00 ;

Le commissaire enquêteur recevra à la Mairie de Seysses située 10, place de la Libération aux jours et heures suivants :

- Le vendredi 13 juin 2025 de 9h00 à 12h00 - Le vendredi 20 juin 2025 de 9h00 à 12h00 - Le mercredi 02 juillet 2025 de 9h00 à 12h00 - Le vendredi 11 juillet 2025 de 14h00 à 17h00.

Le public pourra prendre connaissance du dossier de projet de PLU et les pièces qui l'accompagnent (le dossier comprenant les informations environnementales, l'avis de l'autorité environnementale et la décision prise après un examen au cas par cas, ainsi que les avis des personnes publiques associées et consultées du dossier soumis à enquête) :

- sur le site internet : <https://www.mairie-seysses.fr/>

- en format papier et sur deux postes informatiques mis à la disposition du public, en mairie et à la médiathèque, aux jours et heures habituels d'ouverture.

- sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.mairie-seysses.fr/>

Les personnes intéressées par le dossier d'enquête pourront en obtenir communication à leur demande et à leurs frais.

Pendant le délai de l'enquête, le public pourra transmettre ses observations et propositions :

- Sur le registre d'enquête disponible en mairie ;

- Par courrier adressé au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de Seysses - 10 place de la Libération - 31600 SEYSSSES ;

- par courrier électronique à l'adresse suivante : enq.publique@mairie-seysses.fr ;

- sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.mairie-seysses.fr/>

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, transmis au Maire, seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- à la mairie de Seysses ;

- sur le site internet : <https://www.mairie-seysses.fr/> ;

A l'issue de l'enquête publique, le Conseil municipal délibérera sur l'approbation de la modification n°4 du PLU de SEYSSSES, après modifications éventuelles pour tenir compte des résultats de l'enquête publique.

Le Maire,
Jérôme BOUTELOUP,

MARCHÉS PUBLICS

AUTRES

L'ACTUALITÉ / L'INFORMATION DE LA SEMAINE

L'ABSENCE D'ASSURANCE DÉCENNALE : UN MOTIF LÉGITIME
DE RÉSILIATION DU MARCHÉ

Dans un arrêt du 30 avril 2025 (Cass. 3e civ., n°23-21.574), la Cour de cassation a confirmé la possibilité pour un maître d'ouvrage de résilier un marché lorsque l'entreprise titulaire ne justifie pas de sa couverture en assurance de responsabilité décennale. Cette décision rappelle la rigueur avec laquelle cette obligation, issue de l'article L. 241-1 du Code des assurances, s'impose aux constructeurs. L'assurance décennale n'est pas une simple formalité : elle conditionne l'ouverture du chantier et, plus largement, la validité de l'exécution du contrat.

Cette exigence, d'ordre public, concerne tous les intervenants assimilés au constructeur, qu'ils réalisent les travaux eux-mêmes ou en assurent seulement la maîtrise d'œuvre. La loi impose à ces professionnels de souscrire une assurance couvrant pendant dix ans les dommages compromettant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination. Toute absence de cette couverture constitue un manquement grave, autorisant le maître d'ouvrage à rompre le contrat de manière unilatérale et sans préavis particulier.

L'arrêt confirme également qu'en cas de défaut d'assurance, l'entreprise ne peut prétendre à aucune indemnisation au titre d'une prétendue résiliation abusive. Dans l'affaire jugée, l'entrepreneur n'avait pas justifié d'une couverture complète malgré les mises en demeure du maître d'ouvrage. La Cour a jugé qu'il avait été suffisamment averti et qu'il avait engagé sa propre responsabilité en demeurant en défaut. Ce manquement étant substantiel, il justifiait pleinement la

résiliation, sans qu'il soit nécessaire de prouver un préjudice pour le maître d'ouvrage.

Cet arrêt confirme une tendance jurisprudentielle constante et renforce la sécurité juridique des marchés publics comme privés en rappelant que certaines obligations contractuelles — et légales — ne souffrent aucune approximation. L'absence de couverture décennale n'est pas seulement un vice administratif : elle affecte le cœur de la relation contractuelle, puisque l'assurance est destinée à protéger l'ouvrage et, indirectement, les deniers publics ou les investissements privés. L'entreprise qui intervient sans cette garantie prend un risque juridique majeur, tant pour la continuité du marché que pour sa propre responsabilité professionnelle.

CONSEILS PRATIQUES :

• **Pour les personnes publiques :** Il est essentiel de vérifier, dès la phase de sélection, que les entreprises candidates justifient d'une assurance décennale à jour et couvrant bien toutes les activités prévues au contrat. En cours d'exécution, un suivi rigoureux des pièces administratives, dont l'attestation d'assurance, permet de prévenir des contentieux lourds et de sécuriser la réalisation du projet.

• **Pour les entreprises :** Assurez-vous de disposer, avant la signature du marché, d'une assurance décennale



Recrutement immédiat sur la Région TOULOUSE
Dans le cadre du développement de notre activité
en Occitanie (Dépt. 09,31, 32, 82) nous recherchons des

COMMERCIAUX H/F - FREELANCE

VOTRE MISSION

Prospecter en vente directe, une clientèle de particuliers afin de leur proposer un abonnement pour le journal LA DEPECHE DU MIDI

VOTRE PROFIL

Mobile géographiquement, autonome, dynamique, rigoureux, goût du challenge et excellent relationnel.

Aptitude au démarchage en porte-à-porte ainsi qu'en GMS ou GSSS Statut indépendant exigé.

NOS ATOUTS

Formation et techniques de ventes assurées

Notoriété du titre

Expérience et savoir-faire du formateur



Cette proposition vous intéresse ?

Vincent Launay - <http://vqualite.press>

Contact : 06 64 98 19 70 | direction@vqualite.press

10-31-3705

MARQUE QUALITÉ

Journal de la démocratie
GROUPE LA DEPECHE DU MIDI
Société Anonyme au capital de 3.577.010 Euros
Siège : Avenue Jean-Baylet, 31095 Toulouse
Tél. 05.62.11.33.00 - contact@ladepeche.com
Président du Conseil d'administration : Jean-Michel BAYLET
Vice-Présidente : Marie-France MARCHAND-BAYLET
Directeur général et Directeur de la Publication : Jean-Nicolas BAYLET
Principal actionnaire : SAS SOCIETE OCCITANE DE COMMUNICATION
Médiateur : Henri AMAR - Tél. : henri.amar@ladepeche.fr
Site Internet : <http://www.ladepeche.fr>
Commission paritaire : 0325 C 87785 - I.S.S.N. : 0181-7981

Tirage du mardi 10 juin 2025
Nombre d'exemplaires : 91.202
Prix de référence de l'abonnement (formule annuelle 364 jours dont 52 dimanches) : 496,60€ TTC dont TVA à 2.1%
Journal imprimé sur les presses de la S.A. Groupe La Dépêche du Midi
et sur du papier certifié PEFC 70% FCBA-PEFC-COC-21-01802
Origine géographique du papier : 50% origine Espagne 100% fibres recyclées issues de forêts durablement gérées.
Eutrophisation : P=0,91 mg par exemplaire. 30% origine France 58% fibres recyclées pour le papier Norske
et un Phosphore total = Ptot =0.008kg/t papier issus de forêts durablement gérées.

BAG 100% RECYCLÉ



L'abonnement
au journal :
des privilèges
au quotidien !

www.abonnement.ladepeche.fr



couvrant précisément les prestations prévues. En cas de doute, sollicitez votre assureur ou un conseil juridique. Fournir une attestation incomplète ou obsolète vous expose non seulement à la résiliation du contrat mais aussi à l'exclusion de futurs marchés publics.

POUR TOUTE QUESTION RELATIVE À VOS MARCHÉS PUBLICS, LE SERVICE DES ANNONCES LÉGALES EST À VOTRE ÉCOUTE. TÉL : 04.67.07.69.53

Mail : midi.legales@groupladepeche.fr



CLÉMENCE LAPUELLE

Avocat au barreau de Toulouse

38 rue d'Alsace-Lorraine - 31000 TOULOUSE

www.cabinetlapuelle.fr - lapuelle@cabinetlapuelle.fr
05 61 38 27 17